

AVIS DE CONVOCATION
CONVENING NOTICE

Assemblée Générale Mixte 2024
Combined General Meeting 2024

Jeudi 16 mai 2024 à 15h

Au siège social
9, Rond-Point des Champs-Élysées –
Marcel Dassault, Paris (8^{ème})

Thursday 16 May 2024 at 3.00 p.m.

*At the registered office
at 9, Rond-Point des Champs-Élysées –
Marcel Dassault, Paris (75008)*

La version anglaise de ce document est une traduction libre de l'original qui a été préparé en langue française. Cette traduction est fournie uniquement pour la commodité des lecteurs anglophones.

The English language version of this document is a free translation from the original, which was prepared in French language. This translation is provided solely for the convenience of English speaking readers.

SOMMAIRE

CONTENTS

- 1. Exposé sommaire de l'activité en 2023..... p. 5**
Dassault Aviation in 2023 – Summary report
- 2. Ordre du jour..... p. 13**
Agenda
- 3. Résolutions..... p. 15**
Resolutions
- 4. Fiches de renseignement sur l'administrateur
candidat au renouvellement..... p. 27**
Data sheet related to the Director to be renewed
- 5. Comment participer à l'Assemblée Générale ?..... p. 31**
How to take part in our General Meeting?
- 6. Formulaire de vote..... p. 43**
Proxy
- 7. Demande d'envoi de documents et de renseignements..... p. 45**
Request for additional documents and information

1. Exposé sommaire de l'activité en 2023

Dassault Aviation in 2023 – Summary report

RÉSULTATS DU GROUPE DASSAULT AVIATION

	2023	2022
Prises de commandes	8 253 M€ 60 Rafale <i>dont 42 France et 18 Export</i> 23 Falcon	20 954 M€ 92 Rafale <i>dont 92 Export</i> 64 Falcon
Chiffre d'affaires <u>ajusté</u> (*)	4 801 M€ 13 Rafale <i>dont 11 France et 2 Export</i> 26 Falcon	6 929 M€ 14 Rafale <i>dont 13 Export et 1 France</i> 32 Falcon
Carnet de commandes <i>au 31 décembre</i>	38 508 M€ 211 Rafale <i>dont 141 Export et 70 France</i> 84 Falcon	35 008 M€ 164 Rafale <i>dont 125 Export et 39 France</i> 87 Falcon
Résultat opérationnel ajusté (*) <i>Marge opérationnelle ajustée</i>	349 M€ 7,3% du chiffre d'affaires	572 M€ 8,3% du chiffre d'affaires
Recherche et Développement autofinancés	483 M€ 10,1% du chiffre d'affaires	572 M€ 8,3% du chiffre d'affaires
Résultat net ajusté (*) Marge nette ajustée Résultat par action	886 M€ 18,5% du chiffre d'affaires 10,95 € / action	830 M€ 12,0% du chiffre d'affaires 9,99 € / action
Trésorerie disponible <i>au 31 décembre</i>	7 294 M€	9 529 M€
Dividendes	266 M€ 3,37 € / action	249 M€ 3,00 € / action
Participation et intéressement y.c. forfait social de 20% Effectif inscrit au 31 décembre	170 M€ 13 533	210 M€ 12 768

N.B. : Dassault Aviation comptabilise l'intégralité des contrats Rafale Export (y compris les parts Thales et Safran).

Principaux agrégats en normes IFRS (cf. tableau de passage ci-après)

(*) Chiffre d'affaires consolidé	4 805 M€	6 950 M€
(*) Résultat opérationnel consolidé	349 M€	591 M€
(*) Résultat net consolidé	693 M€	716 M€

Le Conseil d'administration, réuni le 5 mars 2024 sous la présidence de Monsieur Éric Trappier, a arrêté les comptes 2023.

« Le carnet de commandes du Groupe continue d'augmenter porté par le succès commercial du Rafale. Il s'établit au 31 décembre 2023 à 38,5 Md€ (295 avions - 141 Rafale Export, 70 Rafale France et 84 Falcon). Postérieurement à la clôture des comptes 2023, ce carnet s'est enrichi avec l'entrée en vigueur en janvier 2024 de la troisième tranche de 18 Rafale du contrat Indonésie. Ainsi, depuis le début du programme Rafale, ce sont au total 495 Rafale qui ont été commandés.

La certification du Falcon 6X par l'EASA et la FAA (certificat de type) a été obtenue le 22 août 2023, l'entrée en service incluant l'application des améliorations post-certification a eu lieu le 30 novembre 2023 ; la première livraison a eu lieu en février 2024.

13 Rafale et 26 Falcon ont été livrés en 2023, contre une prévision de 15 et 35, en raison de problèmes de *supply chain* et de l'entrée en service décalée du Falcon 6X.

Le chiffre d'affaires 2023 s'élève à 4,8 Md€ conduisant à un résultat opérationnel ajusté de 349 M€ et à un résultat net ajusté Groupe record de 886 M€ soit une marge nette de 18,5%.

En 2023, la situation internationale s'est détériorée, marquée par la persistance de la guerre en Ukraine et l'état de guerre au Proche-Orient. La France a promulgué une Loi de Programmation Militaire (LPM) ambitieuse qui consacre un budget de 413 milliards d'euros sur la période 2024 – 2030 (en augmentation de 40% par rapport à la LPM précédente). Pour Dassault Aviation, la LPM prévoit notamment la poursuite des livraisons de la 4^{ème} Tranche Rafale, l'entrée en vigueur des 42 avions de la 5^{ème} Tranche dont 20 sont livrables entre 2027 et 2030, la livraison du standard F4 du Rafale d'ici 2027, la négociation puis le lancement du standard F5, qui devrait être accompagné d'un drone de combat.

Les difficultés des chaînes d'approvisionnement débutées avec la crise Covid affectent durement les sous-traitants de l'industrie aéronautique qui n'arrivent pas toujours à livrer avec la qualité et dans les délais requis. Les défaillances de certains fournisseurs, ainsi que des manques de capacités, principalement en aérostructure, se sont traduites pour le Groupe par des retards de mise en production. Alors que ces risques pèseront encore sur son activité en 2024, le Groupe a mis en œuvre un plan de pilotage centralisé afin de réaliser les plans de correction, d'apporter le soutien nécessaire à certains des sous-traitants et de développer le « *Make in India* ».

Le Salon du Bourget, en juin 2023, a été pour Dassault Aviation une occasion de montrer une fois de plus les efforts qu'elle a entrepris pour décarboner ses processus et ses produits, et ceux qu'elle continuera encore à entreprendre dans les années qui viennent. Nous sommes engagés dans la décarbonation : tous les modèles Falcon sont certifiés pour des mélanges SAF (*Sustainable Aviation Fuel*) / kérosène jusqu'à 50%. Les carburants alternatifs (SAF) actuels présentent des taux de réduction des émissions de carbone de l'ordre de 80% à 90% par rapport au kérosène. Tous les vols Dassault Aviation y compris aux États-Unis sont effectués avec des mélanges 30% SAF, aujourd'hui les seuls disponibles sur le marché. 413 vols ont été effectués en 2023 par Dassault Aviation avec des mélanges 30% SAF (vs 179 en 2022). Les avions en production seront compatibles 100% SAF en 2030 (Falcon 10X nativement).

Dans le domaine militaire, l'année 2023 a été marquée par :

- la commande de 42 Rafale par la France, enregistrée en décembre 2023 dans le cadre de la nouvelle Loi de Programmation Militaire promulguée en juillet 2023,

- l'entrée dans le carnet de commandes de la deuxième tranche du contrat Indonésie pour 18 Rafale (suivie le 8 janvier 2024 par l'entrée en vigueur d'une troisième tranche de 18 avions),
- la livraison de 11 Rafale à la France,
- la livraison de 2 Rafale à la Grèce, ainsi que de 6 Rafale d'occasion,
- la poursuite des travaux de développement du standard F4 du Rafale et du SCAF, dont Dassault Aviation est leader pour le démonstrateur NGF,
- les travaux relatifs au contrat pour l'Eurodrone ont continué. Dassault Aviation est en particulier responsable des commandes de vol et des communications de mission, en tant que sous-traitant,
- dans le domaine du soutien militaire, le Groupe a tenu ses engagements de disponibilité au titre des contrats de Maintien en Condition Opérationnelle (Ravel pour le Rafale, Ocean pour l'ATL2 et Balzac pour le Mirage 2000), et participé aux exercices de « Haute Intensité » avec les Forces françaises. Fin décembre, un nouveau contrat de Maintien en Condition Opérationnelle a été notifié, « Alphacare », pour l'Alpha Jet. Par ailleurs, le soutien des flottes en service des clients export s'est poursuivi au plus près des opérationnels et de leurs besoins.

Dans le domaine civil, en 2023, 23 Falcon ont été commandés et 26 Falcon ont été livrés, contre une prévision de 35. L'année a également été marquée par :

- la poursuite des efforts de développement des Falcon 6X et 10X :
 - le Falcon 6X a été certifié le 22 août 2023 et est entré en service le 30 novembre 2023. Les prospections s'intensifient, notamment grâce à l'utilisation d'un avion de démonstration. Les vols effectués ont permis aux premiers clients de confirmer le très haut niveau de confort de sa cabine. La montée en cadence de production se poursuit par ailleurs, dans un contexte de *supply chain* en difficulté,
 - le premier exemplaire du Falcon 10X (avion de développement) est en cours de fabrication. Le calendrier a été recalé et les premières livraisons sont prévues en 2027,
- l'extension du réseau de centres de maintenance, avec notamment l'ouverture du centre de maintenance de Dubaï (en remplacement de l'ancien).

La responsabilité sociétale et environnementale en 2023 s'est illustrée à travers :

- l'engagement du Groupe pour l'environnement et pour la décarbonation de ses Falcon, notamment avec :
 - des résultats significatifs pour le plan de sobriété de la Société Mère lancé fin 2022 : -10,4% de consommation énergétique par heure travaillée,
 - la montée en puissance du « plan SAF », avec un recours ambitieux pour ses vols internes (413 vols effectués en 2023 avec des mélanges « 30% SAF », contre 179 en 2022),
 - l'entrée en service de FalconWays, un outil d'optimisation des plans de vol,
- l'effort de recrutement important et un modèle social attractif qui, fidèle aux idéaux de Marcel et Serge Dassault, porte le partage de la valeur au cœur de son ADN, notamment avec :
 - près de 2 000 embauches, dont plus de 200 apprentis, dans un marché de l'emploi tendu,
 - une participation et un intéressement, au titre des résultats 2023 (pour les salariés des sociétés françaises du Groupe) s'élevant à 170 millions d'euros (y compris forfait social) à comparer à une participation légale de 8 millions d'euros.

Les objectifs 2024 seront :

- Livrer les avions Rafale et Falcon,
- Tenir nos engagements de développements militaires et Falcon en planning et coûts,
- Soutien et disponibilité de nos avions : maintenir le niveau de satisfaction de nos clients militaires et retrouver une place de leader dans les classements support aviation d'affaires,
- Obtenir un contrat pour les premières études du standard F5,
- SCAF / NGF : poursuivre le développement du démonstrateur,
- *Make in India* : monter en puissance dans les activités transférées en Inde,
- Poursuivre les prospections Export Rafale et intensifier l'effort commercial Falcon,
- RSE : intégrer les nouveaux embauchés, poursuivre nos efforts de recrutement et nos actions visant à réduire nos impacts environnementaux.

Guidance 2024

Nous prévoyons un chiffre d'affaires 2024 en hausse par rapport à celui de 2023 classe 6 milliards d'euros (dont 35 Falcon et 20 Rafale).

Le Conseil d'administration exprime ses vives félicitations à l'ensemble des salariés du Groupe pour les succès de l'année écoulée et fait part de sa confiance pour la réalisation des objectifs de l'année à venir. »

Éric TRAPPIER, Président-Directeur Général de Dassault Aviation.

(Extrait du Communiqué Financier du 6 mars 2024)

KEY FIGURES OF DASSAULT AVIATION GROUP

	2023	2022
Order intake	EUR 8,253 million 60 Rafale <i>of which 42 France and 18 Export</i> 23 Falcon	EUR 20,954 million 92 Rafale <i>of which 92 Export</i> 64 Falcon
<u>Adjusted</u> net sales (*)	EUR 4,801 million 13 Rafale <i>of which 11 France and 2 Export</i> 26 Falcon	EUR 6,929 million 14 Rafale <i>of which 13 Export and 1 France</i> 32 Falcon
Backlog <i>as of December 31</i>	EUR 38,508 million 211 Rafale <i>of which 141 Export and 70 France</i> 84 Falcon	EUR 35,008 million 164 Rafale <i>of which 125 Export and 39 France</i> 87 Falcon
Adjusted operating income(*) <u>Adjusted</u> operating margin	EUR 349 million 7.3% of net sales	EUR 572 million 8.3% of net sales
Self-funded Research and Development	EUR 483 million 10.1% of net sales	EUR 572 million 8.3% of net sales
Adjusted net income (*)	EUR 886 million	EUR 830 million
Adjusted net margin	18.5% of net sales	12.0% of net sales
Earnings per share	EUR 10.95 per share	EUR 9.99 per share
Available cash <i>as of December 31</i>	EUR 7,294 million	EUR 9,529 million
Dividends	EUR 266 million EUR 3.37 per share	EUR 249 million EUR 3.00 per share
Employee profit-sharing and incentives including 20% employer's corresponding tax	EUR 170 million	EUR 210 million
Headcount as of December 31	13,533	12,768

NB: Dassault Aviation recognizes Rafale Export contracts in their entirety (including the Thales and Safran parts).

Main IFRS aggregates (see reconciliation table below)

(*) Consolidated net sales	EUR 4,805 million	EUR 6,950 million
(*) Consolidated operating income	EUR 349 million	EUR 591 million
(*) Consolidated net income	EUR 693 million	EUR 716 million

The Board of Directors held on 5 March 2024 and chaired by Mr. Éric Trappier approved the 2023 statement of accounts.

“The Group’s backlog continues to increase, driven by the commercial success of the Rafale. It stands at EUR 38.5 billion as of December 31, 2023 (295 aircraft - 141 Rafale Export, 70 Rafale France and 84 Falcon). Post-closing of the 2023 financial statements, the backlog increased with the entry into force in January 2024 of the third batch of 18 Rafale of the Indonesian contract. A total of 495 Rafale have thus been ordered since the beginning of the program.

Certification of the Falcon 6X by EASA and FAA (type certificate) has been approved on August 22nd, 2023, the entry into service of the aircraft including the application of post certification upgrades happened on November 30th 2023. The first delivery took place in February 2024.

13 Rafale and 26 Falcon were delivered, versus a guidance of 15 and 35, due to supply chain issues and the delayed entry into service of Falcon 6X.

Group’s Revenues for this year stood at EUR 4.8 billion, leading to an adjusted EBIT of EUR 349 million and a record breaking adjusted net result of EUR 886 million, representing 18.5% of net sales.

In 2023, the international context deteriorated, marked by the ongoing war in Ukraine and the conflict in the Middle East. France adopted an ambitious Military Procurement Law (Loi de Programmation Militaire - LPM), which allocates a budget of EUR 413 billion for the 2024-2030 period (representing an increase of 40% compared to the previous LPM). For Dassault Aviation, the LPM provides for the ongoing deliveries of the Rafale program fourth batch, the coming into force of the 42 aircraft of the fifth batch (20 of which are to be delivered from 2027 to 2030), the completion by 2027 of the Rafale Standard F4, the negotiation and beginning of Rafale Standard F5 which should come along with the development of a combat drone.

Supply chain issues that arose during the Covid crisis continue to have a severe impact on sub-contractors in the aviation industry, which are not always able to deliver the required quality or meet deadlines. Certain supplier weaknesses, coupled with capacity shortages, mainly in aerostructure, resulted for the Group in delays in production start-ups. While these risks will continue to weigh on the Group’s business in 2024, Dassault Aviation has implemented a centralized steering plan to introduce corrective measures, provide the necessary support to certain sub-contractors and develop “Make in India.”

The Paris Le Bourget Air Show was held in June 2023. This trade show allowed Dassault Aviation to once again showcase the efforts it has undertaken to decarbonize its processes and products, and those that it will continue to pursue in the years to come. The Group is committed to its decarbonization: the Falcon aircraft are certified to fly with Sustainable Aviation Fuel (SAF) blends with kerosene up to 50%. Today’s available alternative fuels (SAF) offer a carbon emission reduction’s rate in the range of 80% to 90% compared to conventional kerosene. All Dassault Aviation flights, including those in the United States, are using 30% SAF blends which are the only ones available on the market today. 413 flights have been operated in 2023 by Dassault Aviation with 30% SAF blends (vs. 179 in 2022). Aircraft models currently under production will be compatible with 100% SAF blends by 2030 (Falcon 10X natively).

In the military sector, 2023 saw:

- the order by France for 42 Rafale placed in December 2023 under the country’s new Military Procurement Law which was adopted in July 2023,

- the addition to the backlog of the second batch of 18 Rafale under the Indonesian contract (*followed on January 8, 2024 by the entry into force of a third batch of 18 aircraft*),
- the delivery of 11 Rafale to France,
- the delivery of 2 new Rafale to Greece, as well as 6 pre-owned Rafale,
- the continuation of development work on the Rafale F4 standard and the FCAS, for which Dassault Aviation is leader for the NGF demonstrator,
- the continuation of work on the Eurodrone contract. Dassault Aviation is responsible in particular for flight controls and mission communications as a sub-contractor,
- in the field of military support, the Group has met the availability commitments of its operational maintenance contracts (Ravel for the Rafale, Ocean for the ATL2 and Balzac for the Mirage 2000), and participated in “High Intensity” warfare exercises with the French forces. At the end of December, a new verticalized maintenance contract was notified: “Alphacare” for the Alpha Jet. Moreover, support for fleets in service for Export customers continued as close as possible to operations.

In the civil aviation segment, 23 Falcon were ordered and 26 Falcon were delivered in 2023, compared with a guidance of 35.

The year also saw:

- the continuation of development efforts on the Falcon 6X and 10X:
 - The Falcon 6X was certified on August 22, 2023 and entered into service on November 30, 2023. Prospection has been stepped up, notably thanks to a demonstration aircraft. The flights operated allowed the first customers to confirm the cabin’s very high level of comfort. The ramp up of production also continued, in a challenging supply chain context,
 - the first Falcon 10X (development aircraft) is currently being built. The program schedule has been adjusted and the first deliveries are scheduled for 2027.
- the expansion of the network of service centers, notably with the opening of the service center in Dubai (to replace the previous center).

Social and environmental responsibility was reflected in 2023 through:

- the Company’s commitment to the environment and to the decarbonization of its Falcon aircraft, in particular with:
 - significant results for the Parent Company’s energy saving plan which was launched at the end of 2022: -10.4% of energy consumption per hour worked,
 - the ramp-up of the “SAF plan” which set an ambitious target for the use of SAF for its internal flights (413 flights operated with “30% SAF” blends in 2023 compared with 179 in 2022),
 - the entry into service of the flight plan optimization tool FalconWays.
- a major recruitment drive and an attractive employment model in which – true to the ideals of Serge and Marcel Dassault – value sharing is a core part of its DNA with notably:
 - almost 2,000 new hires, including 200 apprentices, in a tight labor market,
 - based on the 2023 profits, profit-sharing and incentives reached EUR 170 million (for employees of the Group’s French companies, including the corresponding employer’s tax) compared with the minimum legal profit-sharing of EUR 8 million.

2024 Objectives:

- Deliver Rafale and Falcon,
- Meet our schedule and cost commitments for Falcon and military developments,
- Availability and support for our aircraft: maintain satisfaction levels among our military customers and regain our position as leader in business aviation support rankings,
- Get a contract for the F5 standard preliminary studies,
- FCAS / NGF: continue developing the demonstrator,
- Make in India: ramp up the activities transferred to India,
- Continue Rafale Export business development and increase Falcon sales efforts,
- CSR: integrate new hires, continue our recruitment efforts and our action to reduce our environmental impact.

2024 Guidance

We forecast an increase in Group's revenue for 2024 compared to 2023, EUR 6 Billion range (of which deliveries of 35 Falcon and 20 Rafale).

The Board of Directors would like to congratulate all the Group's employees for the past year's success and express its confidence in achieving the objectives for the coming year"

*Éric TRAPPIER, Chairman and Chief Executive Officer of Dassault Aviation.
(Excerpt from the Financial Release of 6 March 2024)*

2. Ordre du jour

Agenda

Assemblée Générale Mixte du 16 mai 2024

Combined General Meeting 16 May 2024

L'avis de réunion comportant l'ordre du jour et le texte des résolutions présentées par le Conseil d'administration à cette Assemblée a été publié au Bulletin des annonces légales obligatoires du 8 Avril 2024.

The convening notice including the agenda and the text of the resolutions presented by the Board of Directors to this Meeting was published in the "BALO" of 8 April 2024.

Les actionnaires de Dassault Aviation sont convoqués en Assemblée Générale à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

The shareholders of Dassault Aviation are convened to a General Meeting to consider the following agenda:

Résolutions à caractère ordinaire

- Approbation des comptes annuels de l'exercice 2023,
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2023,
- Affectation et répartition du bénéfice de la Société Mère,
- Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au cours de l'exercice 2023 aux administrateurs,
- Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au cours de l'exercice 2023 à M. Éric Trappier, Président-Directeur Général,
- Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au cours de l'exercice 2023 à M. Loïk Segalen, Directeur Général Délégué,
- Approbation de la politique de rémunération 2024 des administrateurs,
- Approbation de la politique de rémunération 2024 du Président-Directeur Général,

Resolutions for the Ordinary General Meeting

- *Approval of the Company financial statements for fiscal year 2023,*
- *Approval of the consolidated financial statements for fiscal year 2023,*
- *Allocation and distribution of the net income of the Parent Company,*
- *Approval of the elements of compensation due or attributed for fiscal year 2023 to the directors,*
- *Approval of the elements of compensation due or attributed for fiscal year 2023 to Mr. Éric Trappier, Chairman and Chief Executive Officer,*
- *Approval of the elements of compensation due or attributed for fiscal year 2023 to Mr. Loïk Segalen, Chief Operating Officer,*
- *Approval of the 2024 compensation policy for the directors,*
- *Approval of the 2024 compensation policy for the Chairman and Chief Executive Officer,*

- Approbation de la politique de rémunération 2024 du Directeur Général Délégué,
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Besma Boumaza,
- Nomination de Mazars comme co-auditeur de durabilité,
- Nomination de PricewaterhouseCoopers Audit comme co-auditeur de durabilité,
- Approbation de la convention réglementée relative à l'acquisition par Dassault Aviation auprès de GIMD de l'immeuble Le Vinci à Suresnes,
- Autorisation à donner au Conseil d'administration pour permettre à la Société d'opérer sur ses propres actions dans le cadre d'un programme de rachat d'actions,

Résolutions à caractère extraordinaire

- Autorisation à donner au Conseil d'administration de réduire le capital de la Société par annulation d'actions achetées ou à acheter dans le cadre d'un programme de rachat d'actions,
- Autorisation à donner au Conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions de la Société au profit des dirigeants mandataires sociaux et de certains salariés de la Société,
- Modification de l'article 11 des statuts de la Société relatif aux déclarations de franchissements de seuils statutaires,
- Modifications statutaires diverses pour mise en harmonie avec les textes légaux et réglementaires,

Résolution à caractère ordinaire

- Pouvoirs pour formalités.

- *Approval of the 2024 compensation policy for the Chief Operating Officer,*
- *Renewal of the appointment of Ms. Besma Boumaza as Director,*
- *Appointment of Mazars as joint sustainability auditor,*
- *Appointment of PricewaterhouseCoopers Audit as joint sustainability auditor,*
- *Approval of the related-party agreement regarding the purchase by Dassault Aviation of the Le Vinci building in Suresnes from GIMD,*
- *Authorization to be given to the Board of Directors to allow the Company to purchase its own shares under a share buyback program,*

Resolutions for the Extraordinary General Meeting

- *Authorization to be given to the Board of Directors to reduce the Company's share capital by canceling shares purchased or to be purchased under a share buyback program,*
- *Authorization to be given to the Board of Directors to allocate free Company shares to corporate officers and certain Company employees,*
- *Amendment of Article 11 of the Company's Articles of Association relating to statutory threshold crossing declarations,*
- *Miscellaneous amendments to the Company's Articles of Association to bring them into line with legal and regulatory provisions,*

Resolution for the Ordinary General Meeting

- *Powers to carry out formalities.*

3. Résolutions

Resolutions

Assemblée Générale Mixte du 16 mai 2024

Combined General Meeting 16 May 2024

RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

RESOLUTIONS FOR SUBMISSION TO THE ORDINARY GENERAL MEETING

Première résolution (Approbation des comptes annuels de l'exercice 2023)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration dont son rapport de gestion, son rapport sur le gouvernement d'entreprise, son rapport sur les actions de performance 2023, ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels qui comprend le rapport visé à l'article L. 22-10-71 du Code de commerce, approuve dans toutes leurs parties et sans réserve, les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils ont été présentés et qui se soldent par un bénéfice net de 434 959 208,73 euros ainsi que toutes les opérations traduites dans lesdits comptes ou résumées dans ces rapports.

First resolution (Approval of the Company financial statements for fiscal year 2023)

Having reviewed the reports from the Board of Directors, including the Directors' Report, Report on Corporate Governance and 2023 Performance Share Report, as well as the statutory auditors' report on the company financial statements including the report referred to in Article L. 22-10-71 of the French Commercial Code, the General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to ordinary general meetings, fully and unconditionally approves the company financial statements as presented for the year ended 31 December 2023, which show a net income of EUR 434,959,208.73 as well as all the transactions reflected in these financial statements or summarized in these reports.

Deuxième résolution (Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2023)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir constaté que le rapport sur la gestion du Groupe est inclus dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et pris connaissance du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve dans toutes leurs parties et sans réserve, les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils ont été présentés et qui se soldent par un bénéfice net de l'ensemble consolidé de 693 398 milliers d'euros ainsi que toutes les opérations traduites dans lesdits comptes ou résumées dans ces rapports.

Second resolution (Approval of the consolidated financial statements for fiscal year 2023)

Having noted that the Group Directors' Report has been included in the Directors' Report and having reviewed the statutory auditors' report on the consolidated financial statements, the General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to ordinary general meetings, fully and unconditionally approves the consolidated financial statements as presented for the year

ended 31 December 2023, which show a consolidated net income of EUR 693,398 thousand, as well as all the transactions reflected in these financial statements or summarized in these reports.

Troisième résolution (Affectation et répartition du bénéfice de la Société Mère)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, décide, sur la proposition du Conseil d'administration, d'affecter le bénéfice net de 434 959 208,73 euros, augmenté du report à nouveau antérieur de 3 174 775 282,36 euros, soit un bénéfice distribuable de 3 609 734 491,09 euros, de la manière suivante :

- distribution au titre du dividende*	266 067 606,44 euros
- solde au report à nouveau	3 343 666 884,65 euros

En conséquence de l'affectation ci-dessus, il sera distribué un dividende brut de 3,37 euros par action.

* Le montant total du dividende a été calculé sur la base du nombre d'actions composant le capital social au 31 décembre 2023 diminué des actions annulées au titre de la réduction de capital décidée par le Conseil d'administration du 5 mars 2024.

Ce dividende sera mis en paiement en numéraire le 22 mai 2024. Il sera versé directement aux titulaires d'actions « nominatives pures » et par l'entremise des intermédiaires habilités pour les titulaires d'actions « nominatives administrées » ou « au porteur ».

Le montant des dividendes qui, conformément aux dispositions du 4^{ème} alinéa de l'article L. 225-210 du Code de commerce, ne peut être versé aux actions auto-détenues par la Société, sera réaffecté au compte de report à nouveau.

Le dividende qui sera distribué aux actionnaires personnes physiques étant domiciliés fiscalement en France, n'ayant pas opté pour une imposition selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu, sera imposé selon le prélèvement forfaitaire unique (dit PFU) de 30% (12,8% d'impôt forfaitaire sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux). Pour les actionnaires personnes physiques domiciliées en France ayant effectué une telle option, ce dividende est soumis aux prélèvements sociaux de 17,2% et à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu et ouvre droit à l'abattement plafonné à 40% prévu par l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

Il est rappelé que les dividendes nets distribués au titre des trois exercices précédents et les montants éligibles à l'abattement de 40% ont été de :

Exercice	Dividende par action (en euros) ⁽¹⁾	Montant total distribué* (en millions d'euros)
2020	1,23**	102
2021	2,49	207
2022	3,00	249

⁽¹⁾ Dividendes éligibles au prélèvement forfaitaire unique ou à l'abattement de 40%.
* Dividende versé déduction faite des actions auto-détenues.
** Montant retraité proforma suite à la division de la valeur nominale par 10 en 2021.

Third resolution (Allocation and distribution of the net income of the Parent Company)

As proposed by the Board of Directors, the General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to ordinary general meetings, decides to allocate the net income of EUR 434,959,208.73, plus the previous retained earnings of EUR 3,174,775,282.36, i.e. a total distributable profit of EUR 3,609,734,491.09 as follows:

- Pay out as dividend*: EUR 266,067,606.44
- Add to retained earnings: EUR 3,343,666,884.65

*The total amount of the dividend has been calculated based on the number of shares comprising the share capital as of 31 December 2023, less the number of shares canceled as part of the capital reduction decided by the Board on 5 March 2024.

As a result of this allocation, a gross dividend of EUR 3.37 per share will be paid in cash on 22 May 2024. It will be paid directly to holders of directly registered shares and via an authorized intermediary for holders of administered registered or bearer shares.

The amount corresponding to the dividends that, in accordance with the provisions of paragraph 4 of Article L. 225-210 of the French Commercial Code, may not be paid to treasury shares, will be reallocated to retained earnings.

The dividend that will be distributed to natural person shareholders who are tax residents in France, who have not opted for taxation according to the progressive income tax scale, will be taxed according to the single flat-rate deduction (prélèvement forfaitaire unique) of 30% (12.8% flat-rate income tax and 17.2% social security contributions). For natural person shareholders who are tax residents in France and who have opted for such taxation, this dividend is subject to a levy of 17.2% social security contributions and to income tax according to the progressive income tax scale and entitles the holder to the tax abatement capped at 40% provided for by Article 158-3-2° of the French Tax Code.

The following table summarizes the net dividend distributed and the amounts eligible for the 40% abatement for the past three fiscal years:

Year	Dividend per share (in euros) ⁽¹⁾	Total amount distributed* (in euros million)
2020	1.23**	102
2021	2.49	207
2022	3.00	249

⁽¹⁾ Dividends eligible for the single flat-rate deduction or the 40% capped abatement.
* Dividend paid less treasury shares.
** Amount indicated in the table is restated pro forma following the 10-for-1 stock split carried out in 2021.

Quatrième résolution (Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au cours de l'exercice 2023 aux administrateurs)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-34 I du Code de commerce, les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 I du Code de commerce qui y sont présentées, telles que figurant dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise au paragraphe 2.1 (inclus dans le Rapport annuel 2023), à l'exception des éléments précités concernant le Président-Directeur Général et le Directeur Général Délégué, objets des résolutions n°5 et n°6.

Fourth resolution (Approval of the elements of compensation due or attributed for fiscal year 2023 to the directors)

Having reviewed the Board of Directors' Report on Corporate Governance referred to in Article L. 225-37 of the French Commercial Code, the General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to ordinary general meetings and pursuant to Article L. 22-10-34 I of the French Commercial Code, approves the information listed in Article L. 22-10-9 I of the French Commercial Code as it is presented in paragraph 2.1 of the Report on Corporate Governance (included in the 2023 Annual Report), with the exception of the aforementioned items regarding the Chairman

and Chief Executive Officer and the Chief Operating Officer, which are the subject of the fifth and sixth resolutions.

Cinquième résolution (Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au cours de l'exercice 2023 à M. Éric Trappier, Président-Directeur Général)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, approuve, en application de l'article L. 22-10-34 I et II du Code de commerce, les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 I du Code de commerce et les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 à M. Éric Trappier en raison de son mandat de Président-Directeur Général, tels que figurant au paragraphe 2.1 du rapport sur le gouvernement d'entreprise (inclus dans le Rapport annuel 2023).

Fifth resolution (Approval of the elements of compensation due or attributed for fiscal year 2023 to Mr. Éric Trappier, Chairman and Chief Executive Officer)

The General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to ordinary general meetings and pursuant to Article L. 22-10-34 I and II of the French Commercial Code, approves the information listed in Article L. 22-10-9 I of the French Commercial Code and the fixed, variable, and exceptional elements of the total compensation and the benefits of any kind paid or attributed to Mr. Éric Trappier in his capacity as Chairman and Chief Executive Officer during the year ended 31 December 2023, as shown in paragraph 2.1 of the Report on Corporate Governance (included in the 2023 Annual Report).

Sixième résolution (Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au cours de l'exercice 2023 à M. Loïk Segalen, Directeur Général Délégué)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, approuve, en application de l'article L. 22-10-34 I et II du Code de commerce, les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 I du Code de commerce et les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 à M. Loïk Segalen en raison de son mandat de Directeur Général Délégué, tels que figurant au paragraphe 2.1 du rapport sur le gouvernement d'entreprise (inclus dans le Rapport annuel 2023).

Sixth resolution (Approval of the elements of compensation due or attributed for fiscal year 2023 to Mr. Loïk Segalen, Chief Operating Officer)

The General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to ordinary general meetings and pursuant to Article L. 22-10-34 I and II of the French Commercial Code, approves the information listed in Article L. 22-10-9 I of the French Commercial Code and the fixed, variable, and exceptional elements of the total compensation and the benefits of any kind paid or attributed to Mr. Loïk Segalen in his capacity as Chief Operating Officer during the year ended 31 December 2023, as shown in paragraph 2.1 of the Report on Corporate Governance (included in the 2023 Annual Report).

Septième résolution (Approbation de la politique de rémunération 2024 des administrateurs)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, conformément

aux dispositions de l'article L. 22-10-8 II dudit Code, la politique de rémunération des administrateurs de la Société au titre de l'exercice 2024, telle que présentée au paragraphe 2.2 du rapport sur le gouvernement d'entreprise (inclus dans le Rapport annuel 2023).

Seventh resolution (Approval of the 2024 compensation policy for the directors)

Having reviewed the Board of Directors' Report on Corporate Governance provided for in Article L. 225-37 of the French Commercial Code describing the components of the compensation policy for corporate officers, the General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to ordinary general meetings and pursuant to Article L. 22-10-8 II of the French Commercial Code, approves the compensation policy for the directors of the Company for the 2024 fiscal year as presented in paragraph 2.2 of the Report on Corporate Governance (included in the 2023 Annual Report).

Huitième résolution (Approbation de la politique de rémunération 2024 du Président-Directeur Général)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 II dudit Code, la politique de rémunération du Président-Directeur Général au titre de l'exercice 2024, telle que présentée au paragraphe 2.2 du rapport sur le gouvernement d'entreprise (inclus dans le Rapport annuel 2023).

Eighth resolution (Approval of the 2024 compensation policy for the Chairman and Chief Executive Officer)

Having reviewed the Board of Directors' Report on Corporate Governance provided for in Article L. 225-37 of the French Commercial Code describing the components of the compensation policy for corporate officers, the General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to ordinary general meetings and pursuant to Article L. 22-10-8 II of the French Commercial Code, approves the compensation policy for the Chairman and Chief Executive Officer for the 2024 fiscal year as presented in paragraph 2.2 of the Report on Corporate Governance (included in the 2023 Annual Report).

Neuvième résolution (Approbation de la politique de rémunération 2024 du Directeur Général Délégué)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 II dudit Code, la politique de rémunération du Directeur Général Délégué au titre de l'exercice 2024, telle que présentée au paragraphe 2.2 du rapport sur le gouvernement d'entreprise (inclus dans le Rapport annuel 2023).

Ninth resolution (Approval of the 2024 compensation policy for the Chief Operating Officer)

Having reviewed the Board of Directors' Report on Corporate Governance provided for in Article L. 225-37 of the French Commercial Code describing the components of the compensation policy for corporate officers, the General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to ordinary general meetings and pursuant to Article L. 22-10-8 II of the French Commercial Code, approves the compensation policy for the Chief Operating Officer for the 2024 fiscal year as presented in paragraph 2.2 of the Report on Corporate Governance (included in the 2023 Annual Report).

Dixième résolution (Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Besma Boumaza)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires et constatant que le mandat d'administrateur de Madame **Besma Boumaza** arrive à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide, sur proposition du Conseil d'administration, de renouveler ledit mandat pour quatre années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Tenth resolution (Renewal of the appointment of Ms. Besma Boumaza as director)

The General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to ordinary general meetings and noting that the appointment of Ms. Besma Boumaza as director expires at the end of this General Meeting, decides, upon the proposal of the Board of Directors, to renew the said appointment for four years, until the end of the General Meeting convened in 2028 to vote on the financial statements for the fiscal year ended 31 December 2027.

Onzième résolution (Nomination de Mazars comme co-auditeur de durabilité)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, décide, sur proposition du Conseil d'administration, de désigner Mazars en qualité de co-auditeur de durabilité pour une durée équivalente à celle de son mandat de co-Commissaire aux comptes, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2026 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Eleventh resolution (Appointment of Mazars as joint sustainability auditor)

The General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to ordinary general meetings, decides, upon the proposal of the Board of Directors, to appoint Mazars as joint sustainability auditor for a period equivalent to its term of office as statutory auditor, until the end of the General Meeting convened in 2026 to vote on the financial statements for the fiscal year ended 31 December 2025.

Douzième résolution (Nomination de PricewaterhouseCoopers Audit comme co-auditeur de durabilité)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, décide, sur proposition du Conseil d'administration, de désigner PricewaterhouseCoopers Audit en qualité de co-auditeur de durabilité pour une durée équivalente à celle de son mandat de co-Commissaire aux comptes, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2026 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Twelfth resolution (Appointment of PricewaterhouseCoopers Audit as joint sustainability auditor)

The General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to ordinary general meetings, decides, upon the proposal of the Board of Directors, to appoint PricewaterhouseCoopers Audit as joint sustainability auditor for a period equivalent to its term of office as statutory auditor, until the end of the General Meeting convened in 2026 to vote on the financial statements for the fiscal year ended 31 December 2025.

Treizième résolution (Approbation de la convention réglementée relative à l'acquisition par Dassault Aviation auprès de GIMD de l'immeuble Le Vinci à Suresnes)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve la convention réglementée relative à l'acquisition par Dassault Aviation auprès de GIMD de l'immeuble Le Vinci à Suresnes (92), autorisée par le Conseil d'administration du 8 mars 2023, dans les conditions de ladite autorisation.

Thirteenth resolution (Approval of the related-party agreement regarding the purchase by Dassault Aviation of the Le Vinci building in Suresnes from GIMD)

Having reviewed the Directors' Report and the statutory auditors' special report on related-party agreements referred to in Articles L. 225-38 et seq. of the French Commercial Code, the General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to ordinary general meetings, approves the related-party agreement regarding the purchase by Dassault Aviation of the Le Vinci building (92) from GIMD, authorized by the Board of Directors on 8 March 2023, under the terms and conditions of the said authorization.

Quatorzième résolution (Autorisation à donner au Conseil d'administration pour permettre à la Société d'opérer sur ses propres actions dans le cadre d'un programme de rachat d'actions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration à acheter ou faire acheter un nombre d'actions représentant jusqu'à 10% du capital de Dassault Aviation (la limite de 10 % s'appliquant à un montant de capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations sur son capital) selon les modalités prévues par les articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce et par le Règlement européen n°596/2014 du 16 avril 2014.

Cette autorisation pourra être utilisée par le Conseil d'administration pour les objectifs ci-après :

- 1) annuler des actions afin d'accroître la rentabilité des fonds propres et le résultat par action, sous réserve de l'adoption de la quinzième résolution,
- 2) céder ou attribuer des actions aux salariés et dirigeants de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment en cas d'exercice d'options d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions existantes, ou par cession et/ou abondement dans le cadre d'une opération d'actionnariat salarié réalisée à partir d'actions existantes,
- 3) assurer l'animation du marché ou la liquidité de l'action de Dassault Aviation par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité sur actions satisfaisant aux critères d'acceptabilité définis par l'AMF dans sa décision n°2021-01 du 22 juin 2021, instaurant les contrats de liquidité sur actions en tant que pratique de marché admise et conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- 4) conserver des actions en vue d'une utilisation ultérieure, pour les remettre en paiement ou en échange, notamment dans le cadre d'éventuelles opérations de croissance externe, dans la limite de 5% du capital social,

5) remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des titres de créances échangeables en des actions de Dassault Aviation,

6) mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être reconnue par la loi ou l'Autorité des Marchés Financiers.

Les opérations d'acquisition, de cession ou de transfert ci-dessus décrites pourront être effectuées par tout moyen compatible avec la Loi et la réglementation en vigueur, y compris dans le cadre de transactions négociées.

Dassault Aviation pourra, dans la limite de 10% de son capital, acheter ses propres actions pour un prix unitaire plafond de 220 euros hors frais d'acquisition, sous réserve des ajustements par le Conseil d'administration liés aux opérations sur son capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions et/ou division de la valeur nominale des actions ou regroupement d'actions, étant entendu que la Société ne pourra pas acheter des actions à un prix supérieur à la plus élevée des deux valeurs suivantes : le dernier cours coté résultant de l'exécution d'une transaction à laquelle la Société n'aura pas été partie prenante, ou l'offre d'achat indépendante en cours la plus élevée sur la plate-forme de négociation où l'achat aura été effectué.

Compte tenu du nombre d'actions composant le capital au 31 décembre 2023 diminué des 1 850 554 actions annulées au titre de la réduction de capital décidée par le Conseil d'administration du 5 mars 2024, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées s'élève à 7 895 181, soit un montant maximal de 1 736 939 820 euros, cette condition étant cumulative avec celle du plafond de 10% du capital de la Société.

La présente autorisation est valable pour une période de 18 mois à compter de la date de la présente Assemblée Générale. Elle entrera en vigueur à compter du prochain Conseil d'administration qui décidera de mettre en œuvre ce nouveau programme de rachat.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les cas où la loi l'autorise, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation, passer tous ordres de bourse ou hors bourse, conclure tous accords, établir tous documents notamment d'information, fixer les modalités d'intervention de la Société sur le marché ou hors marché, ainsi que les conditions d'acquisition et de cession des actions, effectuer toutes déclarations notamment auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, fixer les conditions et modalités suivant lesquelles sera assurée, s'il y a lieu, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou de droits d'attribution d'actions de performance en conformité avec les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles, accomplir toutes formalités et, généralement, faire le nécessaire pour réaliser ces opérations.

L'Assemblée Générale confère également tous pouvoirs au Conseil d'administration, si la loi ou l'Autorité des Marchés Financiers venait à étendre ou à compléter les objectifs autorisés pour les programmes de rachat d'actions, à l'effet de porter à la connaissance du public, dans les conditions légales et réglementaires applicables, les modifications éventuelles concernant les objectifs du programme.

Conformément aux dispositions des articles L. 225-211 et R. 225-160 du Code de commerce, la Société ou la personne chargée du service des titres tiendra les registres d'achat et de vente des actions acquises et vendues dans le cadre de ce programme.

La présente autorisation mettra fin, à compter du jour du Conseil d'administration de Dassault Aviation qui décidera l'entrée en vigueur de ce nouveau programme de rachat d'actions, au

programme de rachat d'actions précédemment autorisé par l'Assemblée Générale des actionnaires du 16 mai 2023 pour la partie non utilisée de ce programme.

Fourteenth resolution (Authorization to be given to the Board of Directors to allow the Company to purchase its own shares under a share buyback program)

Having reviewed the Board of Directors' report, the General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to ordinary general meetings, authorizes the Board of Directors to buy or cause to be bought a number of shares representing up to 10% of the share capital of Dassault Aviation (the 10% limit applies to an amount of the Company's capital that will be adjusted, if applicable, to account for capital transactions) as provided by Articles L. 22-10-62 et seq. of the French Commercial Code and Regulation (EU) No. 596/2014 of the European Parliament and of the Council of 16 April 2014.

The Board of Directors may use this authorization for the following objectives:

- 1. Canceling shares in order to increase the return on equity and earnings per share, subject to the adoption of the fifteenth resolution,*
- 2. Transferring or allocating shares to employees and corporate officers of the Company and/or affiliated companies according to the terms and conditions set out in law, especially in the event of the exercise of stock options, allocation of existing free shares, or by transferring and/or contributing existing shares as part of an employee stock ownership scheme,*
- 3. Stimulating market activity or increasing the liquidity of Dassault Aviation shares through an investment service provider under a share liquidity contract that meets the acceptability requirements defined by the French Financial Markets Authority (Autorité des Marchés Financiers) in its ruling no. 2021-01 of 22 June 2021, which establishes share liquidity contracts as an accepted market practice that is compliant with the code of ethics recognized by the French Financial Market Authority (Autorité des Marchés Financiers),*
- 4. Retaining shares for subsequent use within the limit of 5% of the share capital, to provide them as payment or in exchange, including as part of any external growth transactions,*
- 5. Remitting shares upon the exercise of rights attached to debt securities convertible into Dassault Aviation shares,*
- 6. Implementing any market practice that may be recognized by law or by the French Financial Market Authority (Autorité des Marchés Financiers).*

The acquisition, disposal, or transfer transactions described above may be carried out by any means permitted by current legislation and regulations, including within the framework of negotiated transactions.

Dassault Aviation may buy an amount of its own shares within the limit of 10% of its share capital for a maximum price of EUR 220 per share (excluding acquisition costs), subject to any adjustments made by the Board of Directors related to capital transactions, especially through the capitalization of reserves, the allocation of free shares, and/or by splitting the nominal value of shares or iconsolidating shares, on the understanding that the Company may not buy shares at a price that exceeds the higher of either the last closing price after a transaction in which the Company did not take part or the highest ongoing independent bid on the trading platform where the purchase would take place.

Considering the number of shares comprising the share capital as of 31 December 2023, less the 1,850,554 shares canceled through the capital reduction decided by the Board of Directors on 5 March 2024, the maximum number of shares that may be purchased is 7,895,181, i.e. a maximum investment of EUR 1,736,939,820, this condition being cumulative with the limit of 10% of the Company's share capital.

This authorization is valid for a period of 18 months from the date of this General Meeting. It will take effect at the next Board of Directors' meeting, deciding whether to implement this new share buyback program.

The General Meeting confers full powers upon the Board of Directors, with a right to subdelegate where authorized by law, to decide whether to implement this authorization; place any stock market or off-market orders; enter into any agreements; draw up any documents (including information documents); set the terms and conditions for the Company's market or off-market dealings as well as the terms and conditions for the acquisition and disposal of shares; make declarations, including to the French Financial Markets Authority (Autorité des Marchés Financiers); set the terms and conditions for preserving the rights of holders of securities entitling them to the Company's share capital, options to subscribe for or purchase shares, or rights to the attribution of performance shares, if applicable, in accordance with legal, regulatory, or contractual obligations; and carry out any formalities and, in general, do all that is necessary to complete these transactions.

The General Meeting also confers full powers upon the Board of Directors, if the law or the French Financial Markets Authority (Autorité des Marchés Financiers) were to broaden or add to the authorized objectives of share buyback programs, to bring to public attention, in accordance with the applicable legislation and regulations, any amendments to the program's objectives.

Pursuant to Articles L. 225-211 and R. 225-160 of the French Commercial Code, the Company or the entity responsible for securities services will keep purchase and sale registers for shares bought and sold under this program.

This authorization will terminate the unused portion of the share buyback program previously authorized by the General Meeting held on 16 May 2023 as of the date of the next Dassault Aviation Board of Directors' meeting deciding on the implementation of this new share buyback program.

RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

RESOLUTIONS FOR SUBMISSION TO THE EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

Quinzième résolution (Autorisation à donner au Conseil d'administration de réduire le capital de la Société par annulation d'actions achetées ou à acheter dans le cadre d'un programme de rachat d'actions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées extraordinaires, après avoir entendu le rapport du Conseil d'administration et le rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, à :

- réduire le capital social par voie d'annulation, en une ou plusieurs fois, de tout ou partie des actions acquises par la Société dans le cadre d'un programme de rachat de ses propres actions, et ce dans la limite de 10% du capital par période de 24 mois,
- imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles.

L'Assemblée donne, plus généralement, à cet effet, tous pouvoirs au Conseil d'administration pour fixer les conditions et modalités de cette ou de ces réductions de capital consécutives aux opérations d'annulation autorisée par la présente résolution, constater la réalisation de cette ou de ces réductions et procéder, avec faculté de subdélégation, à la modification des statuts de la Société en conséquence, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers ou de tout organisme, accomplir toutes formalités et plus généralement faire ce qui sera nécessaire.

La présente autorisation prive d'effet à compter de ce jour, pour la partie non encore utilisée, l'autorisation de même nature consentie par l'Assemblée Générale des actionnaires du 16 mai 2023. Cette nouvelle autorisation est donnée pour une période expirant à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Fifteenth resolution (Authorization to be given to the Board of Directors to reduce the Company's share capital by canceling shares purchased or to be purchased under a share buyback program)

Having reviewed the Board of Directors' report and the statutory auditors' special report, the General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to extraordinary general meetings and pursuant to Article L. 22-10-62 of the French Commercial Code, authorizes the Board of Directors to:

- *reduce the share capital by canceling, in one or more stages, some or all of the shares purchased by the Company under a share buyback program, within the limit of 10% of the share capital per 24-month period,*
- *allocate the difference between the buyback value of the canceled shares and their nominal value to additional paid-in capital and available reserves.*

More generally, the General Meeting confers full powers for this purpose upon the Board of Directors to determine the terms and conditions of this or these share capital reduction(s) following the cancellation transactions authorized under this resolution, record the completion of this or these reduction(s) and amend (with the right to subdelegate) the Company's Articles of Association accordingly, make all declarations to the French Financial Markets Authority (Autorité des Marchés

Financiers) or other organization, and carry out any formalities and, in general, do whatever else may be necessary.

As of the date of this authorization, it shall render ineffective the unused portion of the similar authorization granted by the General Meeting on 16 May 2023. This new authorization is granted for a period that expires at the end of the General Meeting convened to approve the financial statements for the year ended 31 December 2024.

Seizième résolution (Autorisation à donner au Conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions de la Société au profit des dirigeants mandataires sociaux et de certains salariés de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport spécial du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

1) autorise le Conseil d'administration, en application des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants, L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de commerce, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes de la Société, au profit de membres du personnel de la Société ou de certaines catégories d'entre eux qu'il déterminera parmi les salariés et au profit des mandataires sociaux éligibles de la Société ;

2) décide que le Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ;

3) décide que les attributions gratuites d'actions effectuées en vertu de cette autorisation ne pourront donner droit à un nombre total d'actions supérieur à 242 066 actions représentant 0,31% du capital de la Société au jour de la présente Assemblée, étant précisé que ce montant ne tient pas compte des éventuels ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables ;

4) décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive soit i) au terme d'une période d'acquisition d'une durée minimale d'un an, les bénéficiaires devant alors conserver lesdites actions pendant une durée minimale d'un an à compter de leur attribution définitive, soit ii) au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans, et dans ce cas sans période de conservation minimale. Il est entendu que le Conseil d'administration aura la faculté de choisir entre ces deux possibilités et de les utiliser alternativement ou concurremment, et pourra, dans le premier cas, allonger la période d'acquisition et/ou de conservation, et dans le second cas, allonger la période d'acquisition et/ou fixer une période de conservation ;

Il est toutefois précisé que l'attribution sera définitive par anticipation en cas de décès ou d'invalidité d'un bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale.

5) délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, dans les conditions ci-dessus et dans les limites autorisées par les textes en vigueur ; fixer les dates et modalités d'attribution des actions, notamment la période à l'issue de laquelle ces attributions seront définitives ainsi que, le cas échéant, la durée de conservation requise pour chaque bénéficiaire, prendre toutes mesures, le cas échéant, s'il le décide, pour protéger les droits des bénéficiaires des attributions gratuites d'actions en procédant à d'éventuels ajustements, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence, et

plus généralement, accomplir toutes formalités utiles et faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur ;

6) décide que la présente autorisation est valable pour une durée de 38 mois à compter de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration informera chaque année, dans les conditions légales, l'assemblée générale ordinaire des opérations réalisées en vertu de la présente autorisation.

La présente autorisation prive d'effet à compter de ce jour, pour la partie non encore utilisée, l'autorisation de même nature consentie par l'Assemblée Générale des actionnaires du 11 mai 2021.

Sixteenth resolution (Authorization to be given to the Board of Directors to allocate free Company shares to corporate officers and certain Company employees)

Having reviewed the Board of Directors' report and the statutory auditors' special report, the General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to extraordinary general meetings:

- 1) authorizes the Board of Directors, pursuant to Articles L. 225-197-1 et seq., L. 22-10-59 and L. 22-10-60 of the French Commercial Code, to allocate, in one or more stages, existing free Company shares to Company employees or certain employee categories that it may determine and to eligible corporate officers of the Company;*
- 2) decides that the Board of Directors will determine the beneficiaries of such allocations and the conditions and, as required, the criteria for allocating the shares;*
- 3) decides that the free shares allocated under this authorization may not entitle beneficiaries to more than 242,066 shares representing 0.31% of the Company's share capital as of the date of this General Meeting, it being specified that this amount does not include any adjustments that may be made in accordance with applicable legislation and regulations;*
- 4) decides that the allocation of shares to beneficiaries will become final either i) after a vesting period of at least one year, with the requirement for beneficiaries to hold said shares for at least one year after the allocation has become final; or ii) after a vesting period of at least two years with no minimum holding period. The Board of Directors may choose between these two options and use them alternately or concurrently and may extend the vesting and/or holding period in the former case and extend the vesting period and/or set a holding period in the latter case;*

The allocation will become final before early in the event of the death of the beneficiary or disability corresponding to the second or third categories provided for in Article L. 341-4 of the French Social Security Code.

- 5) delegates full powers to the Board of Directors, with the right to subdelegate as provided by legislation and regulations, to implement this authorization under the terms and conditions above and within the limits provided by law; set the dates and terms for allocating shares, including the period after which these allocations will become final and the holding period required for each beneficiary, if applicable; take steps, if applicable and if it so decides, to protect the rights of the beneficiaries of free share allocations by making any adjustments; record the completion of capital increases; amend the Company's Articles of Association accordingly; and, in general, carry out all appropriate formalities and do whatever is appropriate and required by the applicable laws and regulations;*

6) decides that this authorization is valid for a period of 38 months from the date of this General Meeting.

The Board of Directors will notify the Ordinary General Meeting of all transactions carried out under this authorization, as provided by law.

As of the date of this authorization, it renders ineffective the unused portion of the similar authorization granted by the General Meeting on 11 May 2021.

Dix-septième résolution (Modification de l'article 11 des statuts de la Société relatif aux déclarations de franchissements de seuils statutaires)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et des projets de statuts modifiés, décide d'intituler l'article 11 des statuts « *Droits et obligations attachés aux actions – Seuils statutaires de participation* » et de modifier son alinéa 4 comme suit :

« Outre l'obligation d'informer la Société du franchissement en hausse ou en baisse des seuils de détention du capital et des droits de vote selon les conditions prévues par les articles L. 233-7 et suivants du code de commerce, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert venant à posséder, directement ou indirectement, un nombre d'actions représentant une fraction égale ou supérieure à 1% du capital de la Société ou des droits de vote et à tout multiple de ce pourcentage, doit informer la Société par lettre recommandée avec avis de réception du nombre d'actions ou des droits de vote qu'elle détient dans le délai prévu pour les franchissements de seuils légaux. Cette déclaration doit être faite chaque fois qu'un seuil entier de 1% est franchi à la hausse jusqu'à 50% inclus du nombre total des actions de la Société ou des droits de vote. »

Seventeenth resolution (Amendment of Article 11 of the Company's Articles of Association relating to statutory threshold crossing declarations)

Having reviewed the Board of Directors' Report and the proposed amendments to the Articles of Association, the General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to extraordinary general meetings, decides that the heading of Article 11 of the Articles of Association shall become "Rights and obligations attached to shares - Statutory shareholding thresholds" and to amend paragraph 4 as follows:

"In addition to the obligation to notify the Company in the event of going above or below the thresholds for holding share capital and voting rights according to the terms and conditions provided for by Articles L. 233-7 et seq. of the French Commercial Code, any natural or legal person, acting alone or in concert, coming into the possession, directly or indirectly, of a number of shares that represents a fraction equal to or more than 1% of the Company's share capital or voting rights and any multiple of this percentage, should inform the Company by registered letter with acknowledgement receipt of the number of shares or voting rights that they hold within the anticipated period for crossing legal thresholds. This declaration must be made each time a whole 1% threshold is crossed, up to and including 50% of the total number of Company shares or voting rights."

Dix-huitième résolution (Modifications statutaires diverses pour mise en harmonie avec les textes légaux et réglementaires)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et des projets de statuts modifiés, décide de mettre les statuts de la Société en harmonie avec les textes légaux et réglementaires en vigueur et de les modifier comme suit :

- l'article 17 alinéa 3 devient « Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont valablement certifiés dans les conditions légales et réglementaires. »,
- l'article 22 alinéa 1 devient « Les membres du Conseil d'Administration reçoivent une enveloppe de rémunération annuelle dont le montant est déterminé par l'Assemblée Générale et demeure maintenu jusqu'à décision contraire. »,
- l'intitulé de l'article 24 devient « Article 24 - Conventions Réglementées » et l'alinéa 4 de l'article 24.1 est supprimé,
- l'article 28 alinéa 2 devient « Toutefois, un ou plusieurs Actionnaires ont la faculté de requérir, dans les conditions déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'inscription à l'Ordre du Jour de points supplémentaires et/ou de projets de résolutions. »,
- l'article 29 alinéa 4 devient « Il est justifié du droit de participer aux assemblées générales par l'inscription en compte des titres dans les délais prévus par les textes applicables. »,
- l'article 31 alinéa 6 devient « Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance dûment complétés devront avoir été reçus par la Société dans les délais prévus par les textes applicables. »,
- à l'article 32, la mention « fixer le montant des jetons de présence alloués [...] » est remplacée par « fixer le montant de l'enveloppe annuelle de rémunération allouée [...] »,
- l'alinéa 3 de l'article 33 est supprimé et le dernier alinéa de cet article devient « Elle statue à la majorité des voix exprimées par les Actionnaires présents ou représentés. »,
- l'alinéa 4 de l'article 34 est supprimé et l'alinéa suivant de cet article devient « Elle statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les Actionnaires présents ou représentés. ».

Eighteenth resolution (Miscellaneous amendments to the Company's Articles of Association to bring them into line with legal and regulatory provisions)

Having reviewed the Board of Directors' report and the proposed amendments to the Articles of Association, the General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to extraordinary general meetings, decides to bring the Company's Articles of Association into line with applicable legal and regulatory provisions and to amend the said Articles as follows:

- *Article 17, paragraph 3 becomes "Copies or extracts of these minutes, to be produced in court or elsewhere, are validly certified in accordance with the conditions laid down by legal and regulatory provisions",*
- *Article 22, paragraph 1 becomes "Members of the Board of Directors receive an annual compensation package, the amount of which is determined by the General Meeting and remains unchanged until further decision",*

- the heading of Article 24 becomes “Article 24 – Related-Party Agreements” and paragraph 4 of Article 24.1 is deleted,

- Article 28, paragraph 2 becomes “However, one or more Shareholders have the power to demand, in accordance with existing legal and regulatory provisions, the entering onto the agenda of additional items and/or draft resolutions”,

- Article 29, paragraph 4 becomes “The right to attend General Meetings is evidenced by the registration of shares within the time limits defined by applicable legal provisions”,

- Article 31, paragraph 6 becomes “In order to be taken into account, duly completed voting forms must be received by the Company within the time limits defined by applicable legal provisions”,

- in Article 32, the words “set the amount of Directors' fees [...]” are replaced by “set the amount of the Directors' annual compensation package [...]”,

- paragraph 3 of Article 33 is deleted and the last paragraph of this Article becomes “Decisions are carried by the majority of votes cast by the Shareholders present or represented”,

- paragraph 4 of Article 34 is deleted and the following paragraph of this Article becomes “Decisions are carried by the majority of two thirds of the votes cast by the Shareholders present or represented”.

RÉSOLUTION DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

RESOLUTION FOR SUBMISSION TO THE ORDINARY GENERAL MEETING

Dix-neuvième résolution (Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, donne tous pouvoirs aux porteurs d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal constatant ses délibérations afin d'accomplir toutes formalités légales de dépôt ou de publicité.

Nineteenth resolution (Powers to carry out formalities)

The General Meeting, voting in accordance with the rules as to quorum and majority applicable to ordinary general meetings, grants full powers to the bearer of a copy of or excerpt from the minutes of its decisions to carry out all legal registration and public notice formalities.

4. Fiche de renseignement sur l'administrateur candidat au renouvellement / *Data sheet related to the Director to be renewed*

Besma Boumaza

Âge : 47 ans

Age: 47 years

Fonction occupée actuellement chez Dassault Aviation : Administrateur indépendant

Current position in Dassault Aviation: Independent director

Date de première nomination comme administrateur : 12 avril 2021

Date of first appointment as director: 12 April 2021

Nombre d'actions Dassault Aviation détenues : 250

Number of Dassault Aviation shares held: 250

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés au cours du dernier exercice

- Présidente du Conseil d'administration, Directrice Générale, Administrateur et Représentante permanente de Sodetis au Conseil de la Société Française de Participations et d'Investissements Européens SA
- Administrateur et Représentante permanente de Sodetis au Conseil de la Société Française de Promotion Touristique et Hôtelière SA
- Présidente d'Actimos SAS
- Administrateur de Chamman SA
- Présidente de Soparac SAS
- Gérante de Le Hameau SCI
- Représentante permanente de Sodetis au Conseil de la Compagnie Générale de Restauration et de Services SA
- Représentante permanente de Soparac au Conseil d'Accor Afrique Services (Maroc)
- Représentante permanente de Soparac au Conseil de Tunisia Hotels and Resort (Tunisie)
- Représentante permanente de Soparac au Conseil d'Accor Hotels Algérie (Algérie)

Offices held and duties performed in other companies during the last fiscal year

- *Chairman of the Board of Directors, Chief Executive Officer, Director and permanent representative of Sodetis on the Board of Société Française de Participations et d'Investissements Européens SA*
- *Director and permanent representative of Sodetis on the Board of Société Française de Promotion Touristique et Hôtelière SA*
- *President of Actimos SAS*
- *Director of Chamman SA*
- *President of Soparac SAS*
- *General Manager of Le Hameau SCI*
- *Permanent representative of Sodetis on the Board of Compagnie Générale de Restauration et de Services SA*
- *Permanent representative of Soparac on the Board of Accor Afrique Services (Morocco)*
- *Permanent representative of Soparac on the Board of Tunisia Hotels and Resort (Tunisia)*
- *Permanent representative of Soparac on the Board of Accor Hotels Algérie (Algeria)*

Mandats et fonctions ayant expiré au cours des cinq derniers exercices

- Représentante permanente de Soparac dans la société DEVIMCO
- Représentante permanente de Société de Participation de l'Ile de France au Conseil de la Compagnie Générale de Restauration et de Services SA

Offices held and duties performed that have expired in the last five fiscal years

- *Permanent representative of Soparac in the company DEVIMCO*
- *Permanent representative of Société de Participation de l'Ile de France on the Board of Compagnie Générale de Restauration et de Services SA*

5. Comment participer à l'Assemblée Générale ?

How to take part in our General Meeting?

1. Modalités de participation à l'Assemblée Générale

Provisions for attending the General Meeting

L'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

The General Meeting is open to all shareholders, regardless of the number of shares that they own.

1.1. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale

Necessary preliminary formalities in order to attend the General Meeting

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, les actionnaires devront justifier de la propriété de leurs actions à la *record date*, soit le mardi 14 mai 2024 à zéro heure de Paris (deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris), soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société ou par son mandataire, Société Générale Securities Services, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

- **Pour les actionnaires au nominatif**, cette inscription en compte dans les comptes de titres nominatifs est suffisante pour leur permettre de participer à l'Assemblée Générale.
- **Pour les actionnaires au porteur**, cette inscription en compte des actions doit être constatée par une attestation de participation délivrée par le teneur de compte. L'attestation de participation est établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire non-résident représenté par l'intermédiaire inscrit. Le teneur de compte doit joindre l'attestation de participation au formulaire de vote par correspondance ou par procuration ou de la demande de carte d'admission et l'adresser à Société Générale Securities Services – Service des Assemblées Générales – 32, rue du Champ-de-Tir – CS 30812 – 44308 Nantes Cedex 03.

L'actionnaire pourra à tout moment transférer la propriété de tout ou partie de ses actions, toutefois si le dénouement de la vente (transfert de propriété) intervient :

- **avant le mardi 14 mai 2024, zéro heure, heure de Paris**, le vote exprimé par correspondance, la procuration éventuellement accompagnés d'une attestation de participation, la carte d'admission seront invalidés ou modifiés en conséquence, selon le cas,
- **après le mardi 14 mai 2024, zéro heure, heure de Paris**, quel que soit le moyen utilisé, il ne sera ni notifié par l'intermédiaire habilité, ni pris en considération par la Société.

In accordance with article R. 22-10-28 of the French Commercial Code, shareholders must provide proof of ownership of their shares on the record date, i.e. Tuesday 14 May 2024 at 00:00 Paris time (two business days before the General Meeting at 00:00 (Paris time)), either in the registered share accounts held for the Company or by its agent, Société Générale Securities Services, or in the bearer share accounts held by an authorised intermediary.

- **For registered shareholders**, this registration in the registered share accounts is sufficient to enable them to attend the General Meeting.

- **For holders of bearer shares**, this account registration of the shares must be evidenced by a certificate of participation issued by the account holder. The certificate of participation is issued in the shareholder's name or on behalf of the non-resident shareholder represented by the registered intermediary. The account holder must attach the certificate of participation to the postal or proxy voting form or the request for an admission card and send it to Société Générale Securities Services - Service des Assemblées Générales - 32, rue du Champ-de-Tir - CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 03.

The shareholder may at any time transfer the ownership of all or part of her/his shares. However, if the settlement of the sale (transfer of ownership) occurs:

- **before Tuesday 14 May 2024 at 00:00 (Paris time)**, the vote expressed by mail, the proxy, if any, accompanied by a certificate of participation, or the admission card will be invalidated or modified accordingly, as relevant,
- **after Tuesday 14 May 2024 at 00:00 (Paris time)**, regardless of the means used, it will neither be notified by the authorised intermediary nor taken into consideration by the Company.

1.2. Modes de participation à l'Assemblée Générale

Provisions for attending the General Meeting

L'actionnaire a le droit de participer à l'Assemblée Générale :

- soit en y assistant personnellement,
- soit en se faisant représenter par le Président de l'Assemblée, étant précisé que dans une telle hypothèse, le Président de l'Assemblée émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions,
- soit en se faisant représenter par toute personne physique ou morale de son choix,
- soit en votant par correspondance,
- soit en votant par internet, via le site sécurisé VOTACCESS.

Tout actionnaire ayant déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation (dans les conditions définies à l'article R. 22-10-28 II du Code de commerce), ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée Générale.

Il est toutefois précisé que l'actionnaire ayant voté à distance (par Internet ou en utilisant le formulaire de vote papier) n'aura plus la possibilité de voter directement à l'Assemblée Générale ou de s'y faire représenter en vertu d'un pouvoir, mais aura la possibilité d'y assister, sauf disposition contraire des statuts.

The shareholder has the right to attend the General Meeting:

- *either by attending personally,*
- *or by being represented by the Chairman of the General Meeting, while specifying that in such a case, the Chairman of the General Meeting will vote in favour of the adoption of the draft resolutions presented or approved by the Board of Directors and against the adoption of all other draft resolutions,*
- *or by being represented by any natural or legal person of her/his choice,*
- *or by voting by mail,*
- *or by voting on the internet, via the secure site VOTACCESS.*

Any shareholder who has already cast a postal vote, submitted a proxy or requested an admission card or a certificate of participation (under the conditions defined in article R. 22-10-28 II of the French Commercial Code), may no longer choose another method of participation in the General Meeting.

It is nevertheless specified that the shareholder having voted remotely (by Internet or by using the paper voting form) will no longer have the possibility to vote directly at the General Meeting or to be

represented by proxy, but will be able to attend, unless otherwise anticipated in the Articles of Association.

1.2.1. Actionnaires souhaitant participer personnellement à l'Assemblée Générale

Shareholders wishing to attend the General Meeting in person

Les actionnaires souhaitant assister personnellement à l'Assemblée Générale doivent faire une demande de carte d'admission par voie postale ou voie électronique le plus tôt possible pour recevoir la carte en temps utile.

- **L'actionnaire au nominatif** inscrit depuis un mois au moins à la date du présent avis de convocation recevra par courrier postal la convocation accompagnée d'un formulaire unique, sauf s'il a demandé à être convoqué par voie électronique. Il pourra obtenir sa carte d'admission en renvoyant le formulaire unique dûment rempli et signé à l'aide de l'enveloppe réponse prépayée jointe à la convocation.

Il pourra également l'obtenir en se connectant au site Internet www.sharinbox.societegenerale.com avec ses identifiants habituels, pour accéder au site de vote. La carte d'admission sera alors envoyée à l'actionnaire, selon son choix, par courrier électronique ou par courrier postal.

- **L'actionnaire au porteur** pourra adresser par voie postale une demande de formulaire unique à son teneur de compte titres.

Pour les demandes de carte d'admission par voie électronique, il appartient à l'actionnaire au porteur de se renseigner afin de savoir si son établissement teneur de compte est connecté ou non à la plateforme sécurisée VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières. Si c'est le cas, l'actionnaire pourra se connecter avec ses codes d'accès habituels sur le portail Internet de son teneur de compte titres pour accéder au site VOTACCESS puis suivre la procédure indiquée à l'écran pour imprimer sa carte d'admission.

En aucun cas les demandes de carte d'admission ne doivent être transmises directement à Dassault Aviation.

Les actionnaires au porteur et au nominatif doivent être en mesure de justifier de leur identité pour assister à l'Assemblée Générale.

Il sera fait droit à toute demande de carte d'admission, pour les actionnaires au nominatif et au porteur, reçue au plus tard trois jours calendaires avant l'Assemblée Générale, soit au plus tard le lundi 13 mai 2024.

Dans le cas où la carte d'admission ne serait pas parvenue à l'actionnaire dans les deux jours ouvrés à zéro heure (heure de Paris) avant l'Assemblée Générale, soit le mardi 14 mai 2024 à zéro heure, il devra demander à son teneur de compte titres de lui délivrer une attestation de participation qui lui permettra de justifier de sa qualité d'actionnaire pour être admis à l'Assemblée Générale.

Les actionnaires devront se présenter avant l'heure fixée pour le début de l'Assemblée Générale. Au-delà, leur accès en salle, avec possibilité de vote, ne pourra être garanti.

Shareholders wishing to attend the General Meeting in person should apply for an admission card by post or electronically as soon as possible in order to receive the card in a timely manner.

- **Registered shareholders** who have been registered for at least one month as of the date of this meeting notice will receive the meeting notice by postal mail, together with a single form, unless they have requested to be notified by electronic means. S/he may obtain an admission card by returning the duly completed and signed single form using the prepaid reply envelope enclosed with the notice.

S/he can also obtain it by connecting to the website www.sharinbox.societegenerale.com with her/his usual identifiers, in order to access the voting site. The admission card will then be sent to the shareholder, according to her/his choice, by e-mail or by postal mail.

- **Bearer shareholders** may submit a request for a single form by postal mail to the holder of their securities account.

For electronic requests for an admission card, it is the responsibility of the bearer shareholder to find out whether or not her/his account-keeping institution is connected to the VOTACCESS secure platform and, if so, whether this access is subject to specific usage conditions. If this is the case, the shareholder can connect with her/his usual access codes to the Internet portal of the holder of her/his securities account so as to access the VOTACCESS website and then follow the procedure indicated on the screen in order to print her/his admission card.

Requests for admission cards should under no circumstances be sent directly to Dassault Aviation.

Bearer and registered shareholders must be able to prove their identity in order to attend the General Meeting.

All requests for admission cards for registered and bearer shareholders received no later than three calendar days before the General Meeting, i.e., no later than Monday 13 May 2024, will be granted. If the admission card has not been received by the shareholder within two business days at 00:00 (Paris time) before the General Meeting, i.e. Tuesday 14 May 2024 at 00:00, the shareholder must ask the holder of her/his securities account to issue a certificate of participation, which will enable her/him to prove her/his status as a shareholder in order to be admitted to the General Meeting.

Shareholders must be present before the time set for the start of the General Meeting. Beyond that, their access to the room, with the possibility of voting, cannot be guaranteed.

1.2.2. Actionnaires souhaitant désigner un mandataire *Shareholders wishing to appoint a proxy*

L'actionnaire ne pouvant être présent à l'Assemblée Générale peut se faire représenter par, le Président de l'Assemblée ou toute autre personne physique ou morale désignée à cet effet, selon les modalités suivantes :

- **par voie postale** : directement pour les actionnaires au nominatif, en renvoyant le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration joint à la convocation à l'aide de l'enveloppe réponse prépayée.

Pour les actionnaires au porteur, en demandant, à partir de la date de la convocation, à leur teneur de compte titres que leur soit transmis le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration. Ce formulaire devra être renvoyé au teneur de compte titres suffisamment en amont pour que celui-ci puisse le transmettre à la Société Générale Securities Services au plus tard trois jours avant la réunion de l'Assemblée Générale, à l'adresse mentionnée ci-dessous, accompagnée d'une attestation de participation.

Tout formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration une fois complété, pour être pris en compte, devra être reçu par Société Générale Securities Services – Service des Assemblées Générales – 32, rue du Champ-de-Tir – CS 30812

– 44308 Nantes Cedex 03 au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée Générale, soit le lundi 13 mai 2024.

- **par voie électronique** : pour les actionnaires au nominatif pur ou administré, en se connectant sur le site Internet www.sharinbox.societegenerale.com avec ses identifiants habituels indiqués sur le relevé de portefeuille et en allant sur la page « Mes Opérations – Assemblée Générale Dassault Aviation » puis en cliquant sur le bouton « Désigner ou révoquer un mandat », sur le site du vote VOTACCESS.

Pour les actionnaires au porteur, en se connectant sur le portail internet de leur teneur de compte titres pour accéder au site VOTACCESS si l'intermédiaire y est connecté, soit par courriel, en envoyant un email à leur intermédiaire financier. Ce courriel devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société, nom, prénom, adresse, références bancaires du mandant, ainsi que les nom, prénom et si possible adresse du mandataire. L'actionnaire devra obligatoirement demander à son intermédiaire habilité d'envoyer une confirmation écrite à Société Générale Securities Services – Service des Assemblées Générales – 32, rue du Champ-de-Tir – CS 30812 – 44308 Nantes Cedex 03.

Afin que les conclusions ou révocations de mandats notifiés par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées un jour au moins avant la date de l'Assemblée Générale, soit le mercredi 15 mai 2024 à 15h00 (heure de Paris) au plus tard.

Il est rappelé que les procurations écrites et signées doivent indiquer les nom, prénom et adresse de l'actionnaire ainsi que ceux de son mandataire.

En toute hypothèse, depuis le vingt-et-unième jour précédant l'Assemblée Générale, le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration est mis en ligne sur le site internet de la Société.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du Code de commerce, la révocation du mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa désignation. Pour désigner un nouveau mandataire après révocation, l'actionnaire devra demander à Société Générale Securities Services (s'il est actionnaire au nominatif) ou à son intermédiaire habilité (s'il est actionnaire au porteur) de lui envoyer un nouveau formulaire de vote par procuration, qu'il devra retourner, en y portant la mention « Changement de mandataire » à Société Générale Securities Services – Service des Assemblées Générales – 32, rue du Champ-de-Tir – CS 30812 – 44308 Nantes Cedex 03, jusqu'au troisième jour calendaire précédant l'Assemblée Générale, soit le lundi 13 mai 2024 au plus tard.

Il est précisé que pour toute procuration donnée par un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émettra un vote selon les recommandations du Conseil d'administration.

A shareholder who is unable to attend the General Meeting may be represented by the Chairman of the General Meeting or any other natural or legal person designated for this purpose, in accordance with the following procedures:

- **by postal mail**: directly for registered shareholders, by returning the single form for voting by mail or by proxy attached to the meeting notice using the prepaid reply envelope.

For holders of bearer shares, by asking, from the date of the meeting notice, the holder of their securities account to send them a single form for voting by mail or by proxy. This form must be returned to the holder of the securities account sufficiently in advance so that it can be sent to

Société Générale Securities Services at the latest three days before the General Meeting, at the address mentioned below, together with a certificate of participation.

Any single form for voting by mail or by proxy, once completed, must be received by Société Générale Securities Services - Service des Assemblées Générales - 32, rue du Champ-de-Tir - CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 03 no later than three days before the General Meeting, i.e. Monday 13 May 2024, in order to be taken into account.

- **electronically:** for pure or managed registered shareholders, by logging on to the website www.sharinbox.societegenerale.com with her/his usual identifiers indicated on the portfolio statement and going to the page “My Operations - Dassault Aviation General Meeting” then clicking on the button “Appoint or revoke a proxy”, on the voting site VOTACCESS.

For holders of bearer shares, by logging on to the Internet portal of the holder of their securities account in order to access the VOTACCESS website if the intermediary is connected to it, or by e-mail, by sending an e-mail to their financial intermediary. This e-mail must contain the following information: name of the Company, surname, first name, address, bank references of the principal, as well as the surname, first name and, if possible, the address of the proxy. Shareholders must ask their authorised intermediary to send written confirmation to Société Générale Securities Services - Service des Assemblées Générales - 32, rue du Champ-de-Tir - CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 03.

In order for the conclusions or revocations of proxies notified by electronic means to be validly taken into account, confirmations must be received at least one day before the date of the General Meeting, i.e. no later than Wednesday 15 May 2024 at 3 PM (Paris time).

It is recalled that written and signed proxies must indicate the surname, first name and address of the shareholder as well as those of her/his proxy.

In any event, as from the twenty-first day preceding the General Meeting, the single form for voting by mail or by proxy is available on the Company's website.

In accordance with the provisions of article R. 225-79 of the French Commercial Code, the proxy is revoked under the same formal conditions as those used for its appointment. To appoint a new proxy after revocation, the shareholder must ask Société Générale Securities Services (if s/he is a registered shareholder) or his/her authorised intermediary (if s/he is a bearer shareholder) to send him/her a new proxy voting form, which s/he must return, marked “Change of proxy”, to Société Générale Securities Services - Service des Assemblées Générales - 32, rue du Champ-de-Tir - CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 03, up to the third calendar day preceding the General Meeting, i.e. Monday 13 May 2024 at the latest.

It is specified that for any power of attorney given by a shareholder without indication of a proxy, the Chairman of the General Meeting will issue a vote according to the recommendations of the Board of Directors.

1.2.3. Vote par correspondance

Vote by mail

Les actionnaires n'assistant pas personnellement à l'Assemblée Générale et souhaitant voter par correspondance pourront :

- **pour l'actionnaire nominatif** : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, sauf s'il a demandé à être convoqué par voie électronique, à l'aide de l'enveloppe réponse prépayée jointe à la convocation, à Société Générale Securities Services – Service des Assemblées Générales – 32, rue du Champ-de-Tir – CS 30812 – 44308 Nantes Cedex 03, au plus tard trois jours avant la date de réunion de cette Assemblée Générale, soit le lundi 13 mai 2024.

- **pour l'actionnaire au porteur** : demander ce formulaire par lettre au teneur du compte. Il devra être renvoyé au teneur du compte, qui se chargera de le transmettre à Société Générale Securities Services accompagné d'une attestation de participation justifiant de sa qualité d'actionnaire, au plus tard trois jours avant la date de réunion de cette Assemblée Générale, soit le lundi 13 mai 2024.

Shareholders who do not attend the General Meeting in person and wish to vote by mail may:

- **for a registered shareholder:** return the single form for voting by mail or by proxy, which will be sent to him/her with the meeting notice, unless s/he has requested to be called to the meeting by electronic means, using the prepaid reply envelope enclosed with the meeting notice, to Société Générale Securities Services - Service des Assemblées Générales Securities Services - 32, rue du Champ-de-Tir - CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 03, no later than three days prior to the meeting date of this General Meeting, i.e., Monday 13 May 2024.
- **for a bearer shareholder:** request this form by letter sent to the account holder. It must be returned to the account holder, that will look after forwarding it to Société Générale, together with a certificate of participation proving her/his status as a shareholder, no later than three days before the date of the General Meeting, i.e. Monday 13 May 2024.

1.2.4. Vote par internet via le site sécurisé VOTACCESS

Internet voting via the secure website VOTACCESS

Le vote par internet sur le site VOTACCESS est ouvert à compter de ce jour (9 heures) et jusqu'au mercredi 15 mai 2024 à 15 heures (heure de Paris).

Afin d'éviter tout engorgement éventuel de la plate-forme VOTACCESS, il est vivement recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée Générale pour saisir leurs instructions.

L'actionnaire au nominatif se connectera au site www.sharinbox.societegenerale.com en utilisant son code d'accès Sharinbox. Le mot de passe de connexion au site lui a été adressé par courrier lors de son entrée en relation avec Société Générale Securities Services. Il peut être ré-envoyé en cliquant sur « Obtenir vos codes » sur la page d'accueil du site.

L'actionnaire devra ensuite suivre les instructions dans son espace personnel en cliquant sur le nom de l'Assemblée Générale dans la rubrique « Opérations en cours » de la page d'accueil puis sur « Voter » pour accéder au site de vote.

Seuls les titulaires d'actions au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré au système VOTACCESS et leur propose ce service pour cette Assemblée Générale pourront y avoir accès.

Le teneur de compte titres de l'actionnaire au porteur, qui n'adhère pas à VOTACCESS ou soumet l'accès du site à des conditions d'utilisation, indiquera à l'actionnaire comment procéder.

L'actionnaire au porteur se connectera, avec ses codes d'accès habituels, sur le portail internet de son teneur de compte titres pour accéder au site VOTACCESS et suivra la procédure indiquée à l'écran.

Internet voting on the VOTACCESS website is open from today (9 AM) until Wednesday 15 May 2024 at 3 PM (Paris time).

In order to avoid any possible congestion of the VOTACCESS platform, shareholders are strongly advised not to wait until the day before the General Meeting in order to enter their instructions.

A registered shareholder will log on to www.sharinbox.societegenerale.com using her/his Sharinbox access code. The password to connect to the site was sent to her/him by mail when s/he contacted Société Générale Securities Services. It can be resent by clicking on “Get your codes” on the site’s home page.

The shareholder must then follow the instructions in her/his personal space by clicking on the name of the General Meeting in the “Current Operations” section of the home page and then on “Vote” in order to access the voting site.

Only holders of bearer shares whose account-keeping institution has subscribed to the VOTACCESS system and offers them this service for this General Meeting will be able to access it.

The holder of the bearer shareholder’s securities account that does not subscribe to VOTACCESS or who subjects access to the site to usage conditions, will tell the shareholder how to proceed.

The bearer shareholder will connect, with her/his usual access codes, to the internet portal of the holder of her/his securities account in order to access the VOTACCESS website and will follow the procedure indicated on the screen.

2. Questions écrites

Written questions

Chaque actionnaire a la faculté d’adresser au Conseil d’administration les questions écrites de son choix à compter de la date à laquelle les documents soumis à l’Assemblée Générale auront été publiés sur le site Internet de la Société.

Conformément à l’article R. 225-84 du Code de commerce, l’actionnaire qui souhaite poser des questions écrites doit, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l’Assemblée Générale, soit le vendredi 10 mai 2024, adresser ses questions au Président du Conseil d’administration de Dassault Aviation, 78, quai Marcel Dassault, 92210 Saint-Cloud par lettre recommandée avec demande d’avis de réception, ou par voie électronique à l’adresse suivante : www.dassault-aviation.com dans la rubrique Groupe – Finance – Contact investisseurs ou à l’adresse suivante : investor-relations@dassault-aviation.com.

Pour être prises en compte, ces questions doivent impérativement être accompagnées d’une attestation d’inscription en compte.

La réponse aux questions écrites, qui auront été transmises dans les délais légaux, pourra être donnée au cours de l’Assemblée Générale ou publiée sur le site internet de la Société à l’adresse : www.dassault-aviation.com dès que possible à l’issue de la séance, et elle pourra être commune dès lors que les questions présenteront le même contenu.

Each shareholder has the right to submit written questions to the Board of Directors as from the date on which the documents submitted to the General Meeting are published on the Company’s website.

In accordance with article R. 225-84 of the French Commercial Code, any shareholder wishing to ask written questions must, no later than the fourth business day preceding the date of the General Meeting, i.e. Friday 10 May 2024, submit her/his questions to the Chairman of the Board of Directors, 78, quai Marcel Dassault, 92210 Saint-Cloud, France, by registered letter with acknowledgement of receipt, or by electronic means to the following address: www.dassault-aviation.com in the Group - Finance - Investor Relations section or at the following address: investor-relations@dassault-aviation.com.

To be taken into account, these questions must be accompanied by a shareholding certificate.

Answers to the written questions submitted within the legal time limits may be given during the General Meeting or published on the Company’s website at: www.dassault-aviation.com as soon as possible after the session, and a response may apply to several questions that have the same content.

3. Droit de communication des actionnaires

Shareholders' right of communication

Les documents et informations mentionnés aux articles R. 225-89 et suivants du Code de commerce sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social de la Société à compter de la publication du présent avis de convocation ou le quinzième jour précédant l'Assemblée Générale au plus tard, selon le document concerné.

Les documents et informations mentionnés à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce destinés à être présentés à l'Assemblée Générale sont mis à la disposition sur le site Internet de la Société : www.dassault-aviation.com, depuis le vingt-et-unième jour avant l'Assemblée Générale.

The documents and information mentioned in articles R. 225-89 et seq. of the French Commercial Code are made available to shareholders at the Company's registered office as from the publication of this meeting notice or on the fifteenth day preceding the General Meeting at the latest, depending on the document in question.

The documents and information mentioned in article R. 22-10-23 of the French Commercial Code and intended to be presented during the General Meeting are available on the Company's website: www.dassault-aviation.com, as from the twenty-first day preceding the General Meeting.

*Le Président-Directeur Général
The Chairman and Chief Executive Officer*

6. Formulaire de vote

Proxy

COMMENT REMPLIR LE FORMULAIRE DE VOTE ? HOW TO FILL IN THE FORM?

Vous désirez voter par correspondance ?

Cochez ici
Éventuellement noircir les cases des résolutions qui ne recueillent pas votre adhésion.

Do you want to vote by mail?

Tick here

You can blacken the boxes of the resolutions on which you wish to vote no.

Vous désirez donner pouvoir au Président ?

Cochez ici puis datez et signez en bas du formulaire.

Do you wish to give your proxy to the Chairman?

Tick here then date and sign at the bottom of the form.

Vous désirez donner pouvoir à un tiers ?

Cochez ici puis datez et signez en bas du formulaire.

Do you wish to give a proxy to a third party?

Tick here then date and sign at the bottom of the form.

Important : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side
Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - Whichever option is used, shade box(es) like this, date and sign at the bottom of the form

JE DÉSIRES ASSISTER À CETTE ASSEMBLÉE et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire // I WISH TO ATTEND THE SHAREHOLDER'S MEETING and request an admission card: date and sign at the bottom of the form



Siège social : 9, Rond-Point des Champs-Élysées - Marcel Dassault
75008 PARIS

Société anonyme au capital de 63 161 449,60 €
2 042 456 RCS Paris

Assemblée Générale Mixte
Le jeudi 16 mai 2024 à 15h00

Combined Shareholders Meeting
On Thursday, May 16, 2024 at 3:00 p.m.

9, Rond-Point des Champs-Élysées - Marcel Dassault
75008 PARIS

CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY

Identifiant - Account
Nominatif Registered
Porteur Bearer
Vote simple Single vote
Vote double Double vote
Nombre d'actions Number of shares
Nombre de voix - Number of voting rights

JE VOTE PAR CORRESPONDANCE // I VOTE BY POST
Cf. au verso (2) - See reverse (2)

Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noircissant comme ceci l'une des cases "Non" ou "Abstention". // I vote YES all the draft resolutions approved by the Board of Directors, EXCEPT those indicated by a shaded box, like this, for which I vote No or I abstain.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	A	B
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	C	D
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	E	F
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	G	H
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	J	K
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>
Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>

Sur les projets de résolutions non agréés, je vote en noircissant la case correspondant à mon choix.
On the draft resolutions not approved, I cast my vote by shading the box of my choice.

JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cf. au verso (3)
I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING
See reverse (3)

JE DONNE POUVOIR À : Cf. au verso (4)
pour me représenter à l'Assemblée
I HEREBY APPOINT: See reverse (4)
to represent me at the above mentioned Meeting
M. Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr. Mrs or Miss, Corporate Name

Adresse / Address

ATTENTION : Pour les titres au porteur, les présentes instructions doivent être transmises à votre banque.

CAUTION: As for bearer shares, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire). Cf au verso (1)
Surname, first name, address of the shareholder (Changes regarding this information have to be notified to relevant institution, no changes can be made using this proxy form). See reverse (1)

Si des amendements ou des Résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée, je vote NON sauf si je signale un autre choix en noircissant la case correspondante.
In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting, I vote NO unless I indicate another choice by shading the corresponding box.

- Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale. // I appoint the Chairman of the general meeting

- Je m'abstiens. // I abstain from voting

- Je donne procuration [cf. au verso renvoi (4)] à M., Mme ou Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom

- I appoint [see reverse (4)] Mr. Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf

Pour être prise en considération, tout formulaire doit parvenir au plus tard :
To be considered, this completed form must be returned no later than:

à la banque / to the bank 13 mai 2024 sur 1^{re} convocation / on 1st notification
à la société / to the company 13 mai 2024 sur 2^e convocation / on 2nd notification

Date & Signature

* Si le formulaire est renvoyé daté et signé mais qu'aucun choix n'est coché (carte d'admission / vote par correspondance / pouvoir au président / pouvoir à mandataire), cela vaut automatiquement pouvoir au Président de l'Assemblée Générale / If the form is returned dated and signed but no choice is checked (admission card / postal vote / power of attorney to the Chairman / power of attorney to a representative), this automatically applies as a proxy to the Chairman of the General Meeting

Quel que soit votre choix, datez et signez le formulaire ici.

Whatever your choice, date and sign the form here.

Ne pas oublier de vérifier vos noms et adresse.

Don't forget to verify your names and address.



7. Demande d'envoi de documents et de renseignements

Request for additional documents and information

À retourner à **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SECURITIES SERVICES**
Service des Assemblées Générales
CS 30812
44308 NANTES Cedex 03

Je soussigné(e),

(Nom, prénom)

(Adresse)

.....

Propriétaire de

- actions nominatives
- actions au porteur, inscrites en compte
chez (1)

demande que me soient adressés, conformément à l'article R. 225-88 du Code de commerce, les documents et renseignements visés à l'article R. 225-83 dudit code, relatifs à l'Assemblée Générale Mixte du 16 mai 2024,

reconnaît avoir déjà reçu les documents visés aux articles R. 225-76 et R. 225-81 du code précité.

Fait à

Le

Signature :

Nota : En vertu de l'alinéa 3 de l'article R. 225-88 du code de commerce, les actionnaires nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi des documents visés ci-dessus à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures.

(1) Indiquer le nom de l'intermédiaire financier teneur du compte (banque, établissement financier ou prestataire de services d'investissement).

REQUEST FOR ADDITIONAL DOCUMENTS AND INFORMATION

To be returned to SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SECURITIES SERVICES
Service des Assemblées Générales
CS 30812
44308 NANTES Cedex 03

I, the undersigned,

(Name, surname)

(Address)

.....

Owner of

* registered shares,

* bearer shares, in registered account

In(1)

requests that, in accordance with Article R.225-88 of the French Commercial Code, be sent to me the documents and information referred to in Article R.225-83 of said code, relating to the Combined General Meeting of 16 May 2024,

acknowledges having already received the documents referred to in Articles R.225-76 and R.225-81 of the aforementioned code.

in

on

Signature:

Note: Pursuant to paragraph 3 of Article R.225-88 of the French Commercial Code, registered shareholders may, by a single request, obtain from the Company the sending of the documents referred to above on the occasion of each subsequent shareholders' meeting.

(1) Indicate the name of the financial intermediary holding the account (bank, financial institution or investment services provider).

CONTACTS

Communication Institutionnelle / Corporate Communication

Stéphane Fort - Tél. +33 (0)1 47 11 86 90 - stephane.fort@dassault-aviation.com

Mathieu Durand - Tél. : +33 (0)1 47 11 85 88 - mathieu.durand@dassault-aviation.com

Communication Financière / Investor Relations

Nicolas Blandin - Tél. : +33 (0)1 47 11 40 27 - nicolas.blandin@dassault-aviation.com



www.dassault-aviation.com